

Contenu

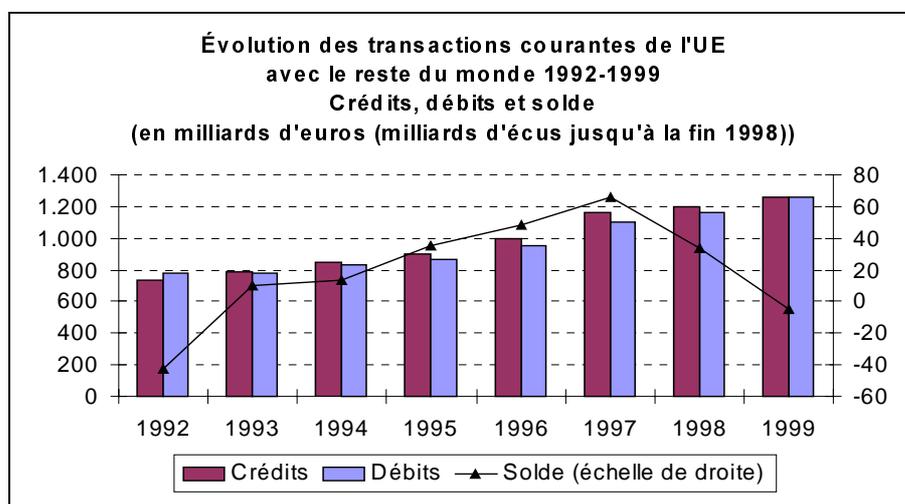
Compte des transactions courantes de l'UE avec les pays tiers déficitaire en 1999	1
Excédent courant de l'UE avec les États-Unis : montée en flèche en 1999 .	2
Détérioration du déficit courant de l'UE avec le Japon à -25,6 milliards d'euros en 1999	2
Commerce des services de l'UE au cours de la décennie 1990-1999 : déclin prononcé au cours des deux dernières années	3
Ventilation des services de l'UE : creusement du déficit des voyages, recul des excédents des services de transport et des autres services	3
Chute du déficit de la balance des services de la zone euro à -10 milliards d'euros	4
Les partenaires de l'UE et de la zone euro dans les échanges de services	5



Balance extérieure courante de l'UE¹ en déficit de -4,7 milliards d'euros en 1999, après un excédent de 33,5 milliards d'euros en 1998

Nikos Chryssanthou

En 1999, la balance extérieure courante de l'UE a enregistré un déficit de -4,7 milliards d'euros après avoir affiché un excédent pendant six années d'affilée. Les transactions extérieures totales² de l'UE ont poursuivi leur tendance à la hausse et se sont accrues de 7% par rapport à 1998. La balance des services de l'UE a enregistré une baisse de son excédent, qui est passé de 11,7 milliards d'écus en 1998 à 6,9 milliards d'euros en 1999, principalement en raison de la chute du déficit de la balance des voyages, qui a atteint -4,3 milliards d'euros. Parallèlement, la balance des services de la zone euro³ s'est également détériorée, et a montré un déficit de -10 milliards d'euros. Les transactions courantes de l'UE avec les États-Unis ont affiché un excédent significatif de 22,5 milliards d'euros. Le déficit courant de l'UE avec le Japon s'est creusé, pour atteindre -25,6 milliards d'euros en 1999. Les États-Unis sont restés le principal partenaire extra-UE en matière de commerce des services.



Compte des transactions courantes de l'UE avec les pays tiers déficitaire en 1999

Après avoir présenté un solde excédentaire pendant six années d'affilée, la balance courante de l'UE avec le reste du monde (à l'exclusion des transactions intra-UE) a enregistré un déficit pour la première fois en 1999, affichant ainsi une chute de 38,2 milliards d'euros par rapport à 1998.

¹ L'UE (EU-15) comprend : la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède, le Royaume-Uni et les institutions de l'Union européenne.

² Crédit + Débit. À l'exclusion des transactions intra-UE.

³ La zone euro (EUR-11) comprend les membres de l'UE, à l'exception du Danemark, de la Grèce, de la Suède, du Royaume-Uni et des institutions de l'Union européenne.

En 1999, le débit du compte des transactions courantes de l'UE (1261,4 milliards d'euros) avec le reste du monde (à l'exclusion des transactions intra-UE) s'est accru de 8% par rapport à 1998 et a dépassé le crédit du compte des transactions courantes de l'UE (1256,8 milliards d'euros), qui lui s'est accru de 5% par rapport à 1998. Ces évolutions ont entraîné une croissance générale de 7% des transactions courantes totales de l'UE, ainsi qu'un déficit de 4,7 milliards d'euros de la balance des transactions courantes.

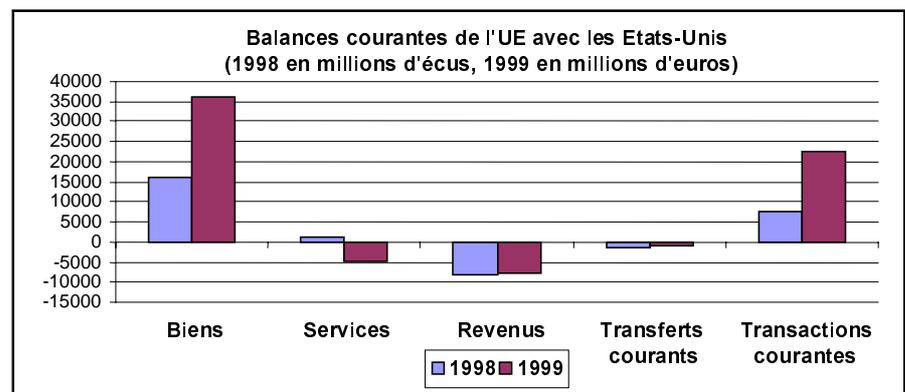
En examinant les principales composantes du compte des transactions courantes, on constate que la chute la plus importante a été enregistrée par la balance des biens⁴, qui est passée de 49,2 milliards d'écus à 19,4 milliards d'euros (soit une réduction de 60% par rapport à 1998). L'excédent des services a également diminué de 41%, pour atteindre 6,9 milliards d'euros (contre 11,7 milliards d'écus en 1998). Cette diminution est principalement due à une hausse significative du déficit des voyages, qui a doublé et est passé de

-2,1 milliards d'écus à -4,3 milliards d'euros. En outre, les excédents affichés par les transports et les autres services⁵ ont reculé, pour atteindre 2,3 milliards d'euros et 8,9 milliards d'euros respectivement.

Parallèlement, les balances des revenus⁶ et des transferts courants ont creusé leur déficit, qui sont passés à -9,9 milliards d'euros et -21,1 milliards d'euros respectivement, par rapport à -8,6 milliards d'écus et -18,8 milliards d'écus en 1998.

Excédent courant de l'UE avec les États-Unis : montée en flèche en 1999

La balance des transactions courantes de l'UE avec les États-Unis a affiché un net excédent de 22,5 milliards d'euros, ce qui représente une croissance de 14,8 milliards d'euros par rapport à 1998. Ces résultats satisfaisants enregistrés par la balance des transactions courantes de l'UE avec les États-Unis sont dus plus particulièrement à l'excédent du commerce des biens, qui est passé de 16,1 milliards d'euros en 1998 à 36,1 milliards d'euros en 1999. La réduction du déficit de la balance des transferts courants, qui est passée de -1,4 milliard d'écus en 1998 à -0,8 milliard d'euros en 1999, a également eu des répercussions positives sur la balance courante. Le déficit de la balance des revenus a conservé son niveau de 1998 (-8 milliards d'euros). Par contre, la balance des services de l'UE vis-à-

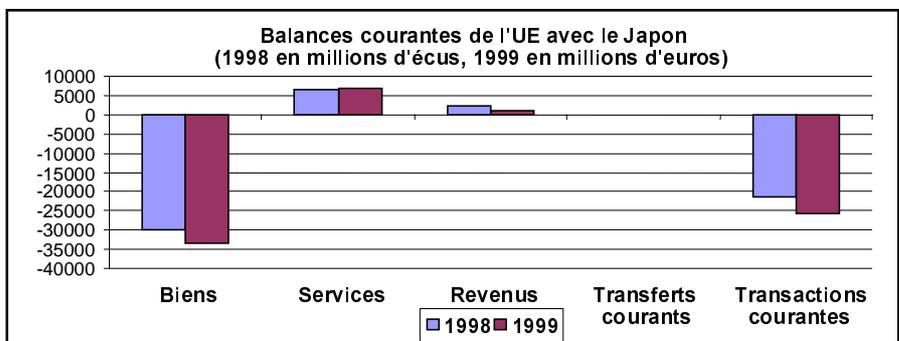


vis des États-Unis a enregistré un déficit de -4,8 milliards d'euros après avoir affiché un excédent de 1,2 milliard d'écus en 1998. Cette détérioration est due principalement au renversement de la balance des autres services, qui est passée d'un excédent de 0,3 milliard d'écus en 1998 à un déficit de -7,4 milliards d'euros en 1999. La régression enregistrée par la balance des

redevances et droits de licences d'une part (dont le déficit est passé de -5,9 milliards d'écus en 1998 à -9,8 milliards d'euros en 1999), et celle de la balance des autres services aux entreprises d'autre part (qui est passée d'un excédent de 1,1 milliard d'écus à un déficit de -1,4 milliard d'euros), a entraîné la balance des autres services, et celle des services dans le rouge.

Détérioration du déficit courant de l'UE avec le Japon à -25,6 milliards d'euros en 1999

L'important déficit courant de l'UE vis-à-vis du Japon a persisté en 1999, pour atteindre -25,6 milliards d'euros, soit une chute de 4,4 milliards d'euros par rapport à 1998. Entre-temps, les transactions courantes totales de l'UE avec le Japon ont enregistré une hausse de 11% par rapport à 1998. L'augmentation du déficit courant a été due principalement au creusement du



⁴ Selon le concept de la balance des paiements (exportations FAB - importations FAB).

⁵ Le poste "autres services" couvre les services autres que les transports et les voyages. Il comprend les services de communication, les services de construction, les services d'assurances, les services financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licences, les autres services aux entreprises, les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs et les services fournis ou reçus des administrations publiques, n.c.a.

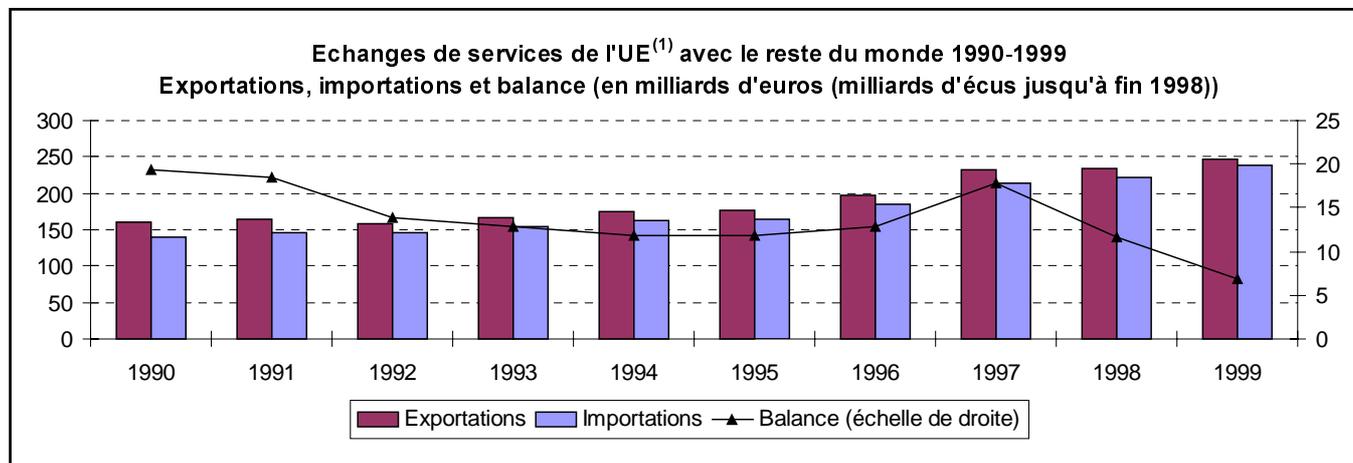
⁶ En ce qui concerne le poste "revenu des investissements", voir la note méthodologique à la fin du présent document.

déficit de la balance des biens, qui est passé de -29,9 milliards d'euros en 1998 à -33,5 milliards d'euros en 1999 (+ 12%). En outre, l'excédent des revenus n'était plus que de 1,0 milliard d'euros en 1999, contre

2,1 milliards d'écus en 1998. Par contre, l'excédent de la balance des services de l'UE avec le Japon a légèrement augmenté, (de 6,7 milliards d'écus en 1998 à 6,9 milliards d'euros en 1999), grâce

à la croissance plus marquée de la balance des autres services (+30%). La balance des transferts courants a conservé son niveau de 1998 (0,1 milliard d'euros).

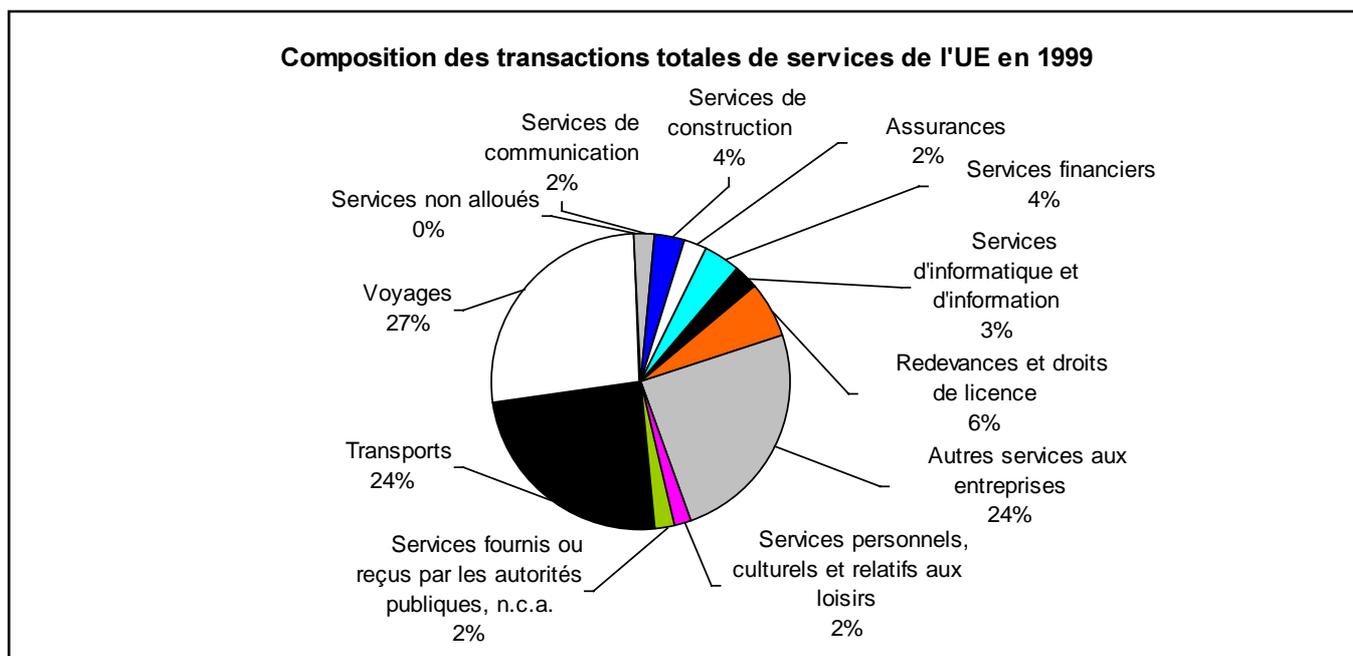
Commerce des services de l'UE au cours de la décennie 1990-1999 : déclin prononcé au cours des deux dernières années



⁽¹⁾ Jusqu'en 1991 les données se réfèrent à EU-12 et à partir de 1992 les données se réfèrent à EU-15. Les transactions intra-UE sont exclues.

Au cours des dix dernières années, les performances du commerce des services de l'UE (à l'exclusion des transactions intra-UE) ont été caractérisées par une croissance générale des exportations et des importations. De 1990 à 1995, les importations ont connu une croissance plus soutenue que les exportations (sauf en 1992), ce qui a donné lieu à une réduction progressive de l'excédent des services, qui est passé de 19,3 milliards d'écus en 1990 à 11,9 milliards d'écus en 1995. De 1995 à 1997, le commerce des services a enregistré une croissance rapide, et a atteint 17,8 milliards d'écus en 1997. Par la suite, l'excédent de la balance des services a fortement chuté, jusqu'à 6,9 milliards d'euros en 1999, ce qui représente une diminution de 10,9 milliards d'euros par rapport à 1997 : à l'instar de l'évolution du compte des transactions courantes, l'augmentation des exportations de services (+1% en 1998, +5% en 1999) n'a pas contrebalancé les résultats des importations (+4% en 1998, +7% en 1999).

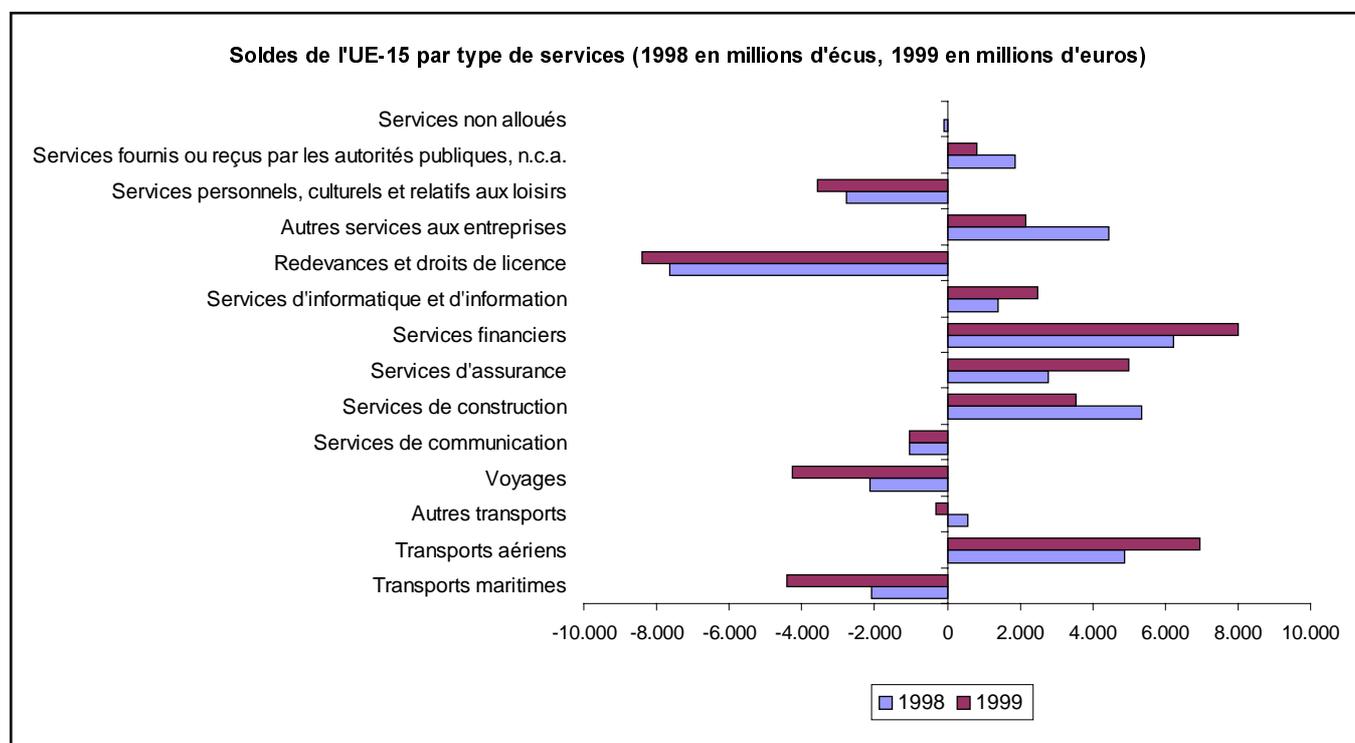
Ventilation des services de l'UE : creusement du déficit des voyages, recul des excédents des services de transport et des autres services



L'analyse des différentes composantes des services en 1999 a montré que le schéma de répartition de chaque composante demeure généralement inchangé par rapport à l'année précédente. Les voyages (qui représentent 27%), les services de transport (24%) et les autres services aux entreprises⁷ (24%) ont

constitué les trois quarts du total des transactions extérieures de l'UE en matière de services. Loin derrière ces trois éléments, 6% des transactions ont eu trait aux redevances et droits de licences, et 4% aux services financiers et aux services de construction. Les services d'informatique et d'infor-

mation ont constitué 3% des opérations (soit 1 point de plus qu'en 1998), tandis que chacun des éléments restants représentait 2% du total. Néanmoins, l'excédent extérieur de l'UE en matière de services a régressé de 41% par rapport à 1998. Cette chute est due à différents facteurs.



D'une part, certains types de services ont amélioré leur excédent. Les services d'assurances, les services financiers et les services d'informatique et d'information ont ainsi affiché une progression significative de leur excédent de 80%, 29% et 79% respectivement. En outre, l'excédent dégagé par les transports aériens a augmenté de 43%, pour passer de 4,9 milliards d'écus à 7 milliards d'euros. D'autre part, le creusement du déficit des transports maritimes, qui a atteint -4,4 milliards d'euros, et le renversement de la balance des autres transports, qui a enregistré un déficit de -0,3 milliards d'euros, ont engendré une réduction de 32% de l'excédent total dégagé par la balance des transports, qui a atteint 2,3 milliards d'euros. De plus, le recul des excédents enregistrés par les services de construction (-34%), les autres services aux entreprises (-52%) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques (-57%), ainsi que l'augmentation du déficit des redevances et droits de licence (10%) et des services personnels, culturels et relatifs aux loisirs (29%) ont compensé les balances positives des composantes des autres services. Par conséquent, l'excédent enregistré par les autres services dans leur ensemble s'est détérioré, pour passer de 10,6 milliards d'écus à 8,9 milliards d'euros (-16%).

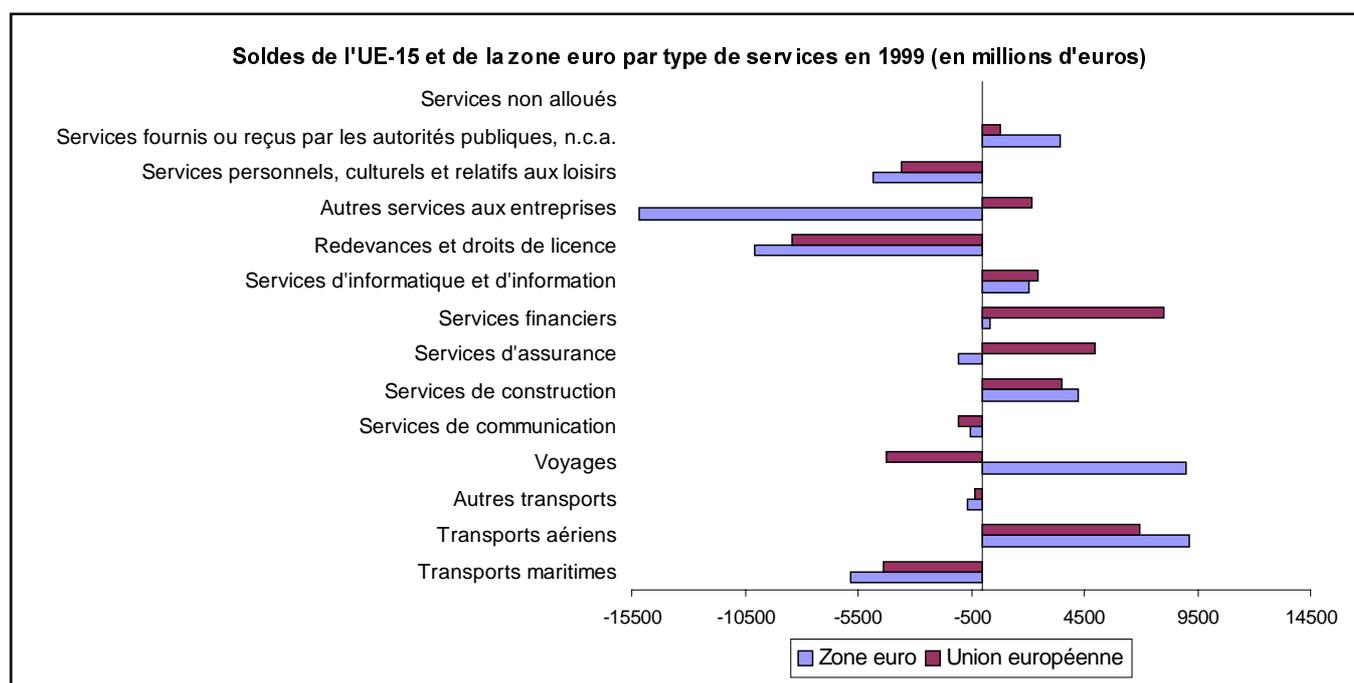
Les résultats affichés par les services de transport et les autres services, parallèlement à l'augmentation considérable et décisive du déficit de la balance des voyages, qui a atteint -4,3 milliards d'euros, ont fait reculer l'excédent de la balance des services à 6,9 milliards d'euros.

Chute du déficit de la balance des services de la zone euro à -10 milliards d'euros

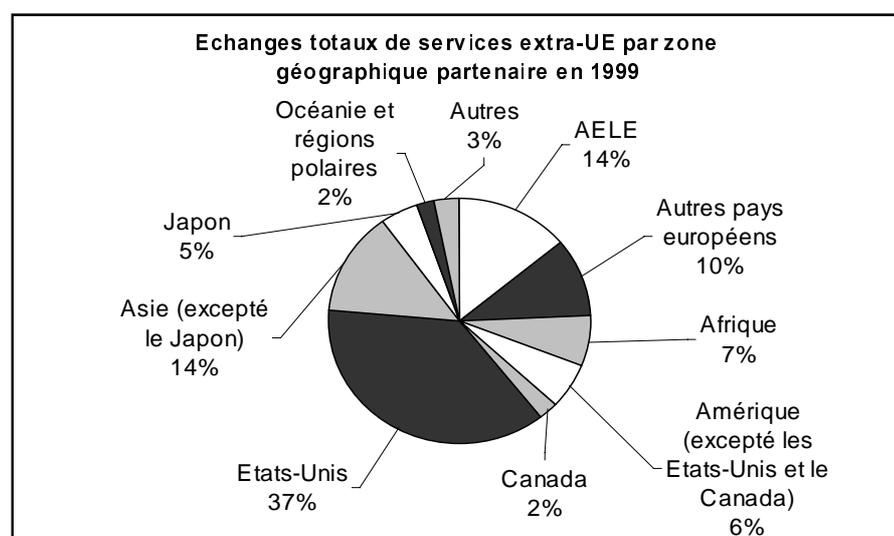
Tout comme l'UE, la zone euro a enregistré un recul de sa balance des services avec le reste du monde, de -0,1 milliard d'écus en 1998 à -10 milliards d'euros en 1999. Cependant, il convient de noter certaines différences entre la structure des balances des services de l'UE et de la zone euro. Premièrement, la balance des autres services a affiché un déficit de -15,2 milliards d'euros pour la zone euro, tandis qu'elle a dégagé un excédent de

⁷ Le poste "autres services aux entreprises" couvre le négoce international et les autres services liés au commerce; les services de location-exploitation, les services juridiques et comptables, les services de conseils en gestion et les services de relations publiques; les services publicitaires, les services d'études de marché et de sondages d'opinion; les services de recherche et de développement; les services d'architecture, d'ingénierie et les autres services techniques; les services d'agriculture, miniers et de traitement sur place; les autres services, les services entre entreprises affiliées, n.c.a.

2,1 milliards d'euros pour l'UE. Ensuite les balances des services financiers et des services d'assurances de l'UE ont enregistré des excédents remarquables de 8 milliards d'euros et de 5 milliards d'euros respectivement, contre un excédent limité à 0,3 milliard d'euros et un déficit de -1,1 milliard d'euros pour la zone euro. Les excédents considérables de la zone euro en matière de transports aériens (9,1 milliards d'euros, contre 7 milliards d'euros pour l'UE), de voyages (9 milliards d'euros, contre un déficit de -4,3 milliards d'euros pour l'UE) et de services fournis ou reçus par les autorités publiques (3,5 milliards d'euros, contre 0,8 milliard d'euros pour l'UE) n'ont pu compenser l'impact négatif des composantes des autres services sur la balance de la zone euro. Les résultats affichés par les balances des services respectives de l'UE et de la zone euro ont souligné l'importance relative des États membres ne faisant pas partie de la zone euro (le Danemark, la Grèce, la Suède, le Royaume-Uni et les institutions de l'Union européenne), en particulier celle du Royaume-Uni. Ce pays à lui seul représente 21% des transactions extérieures totales de l'UE en matière de services, et 68 % des transactions des États membres ne faisant pas partie de la zone euro. En outre, les divergences marquées relevées entre l'UE et la zone euro concernant certains types de services résultent de la contribution essentielle du Royaume-Uni, en particulier dans le cas des services d'assurances, des services financiers et des autres services aux entreprises, domaines dans lesquels le Royaume-Uni réalise respectivement 63%, 50% et 26% des exportations extérieures de l'UE.



Les partenaires de l'UE et de la zone euro dans les échanges de services



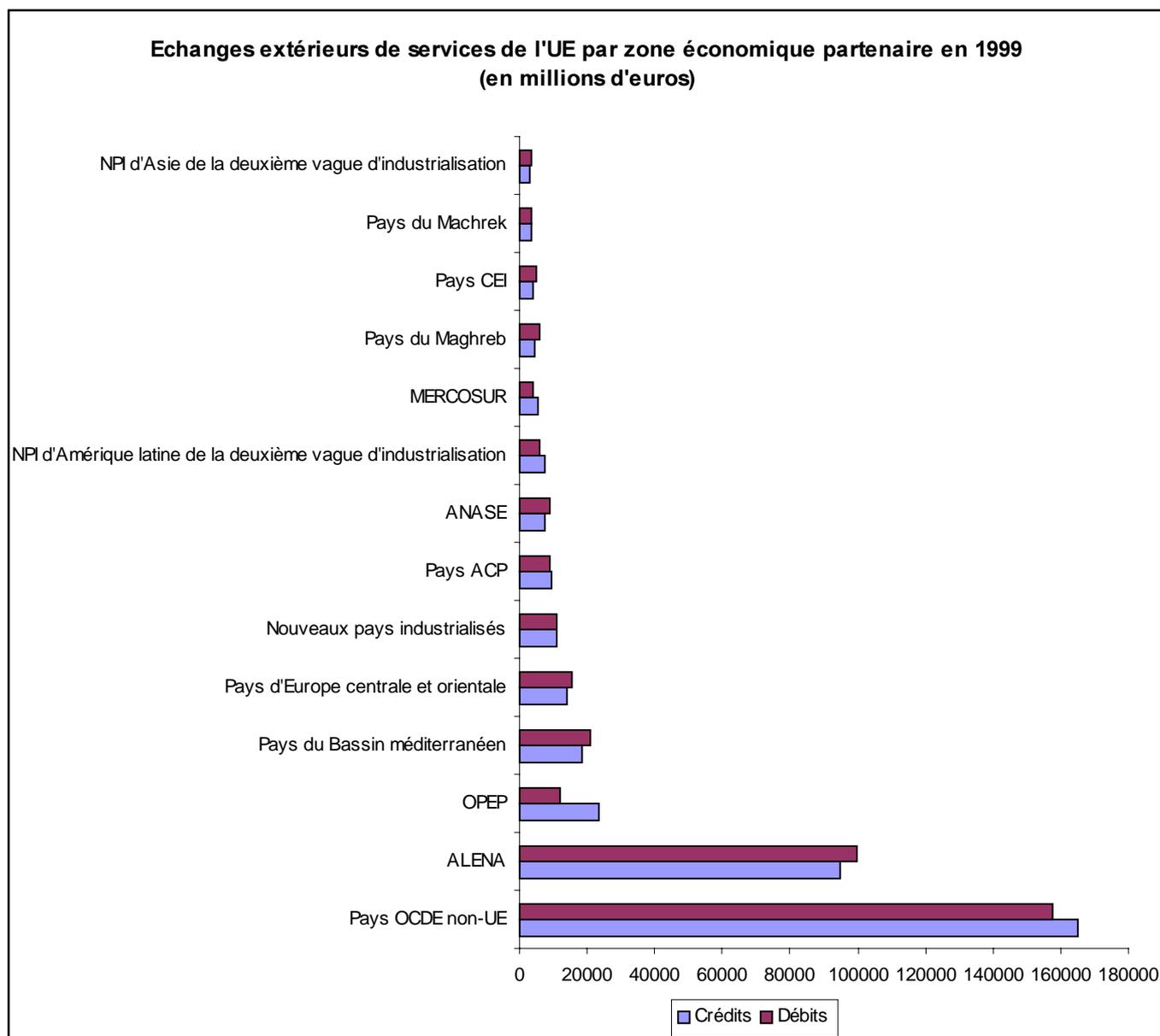
En 1999, 55% des échanges totaux de services de l'UE (y compris les flux intra-UE) ont eu lieu entre États membres de l'UE, un pourcentage inchangé par rapport à 1998. Avec une part de 45%, l'Amérique a été le principal partenaire de l'UE dans ses échanges extérieurs totaux de services. Cette part s'élève à 37% pour les États-Unis seuls. L'Asie (à l'exclusion du Japon) et les pays de l'AELE⁸ occupaient la deuxième position, avec une part identique de 14%. Ils étaient suivis par les autres pays européens⁹ (10%), l'Afrique (7%) et le Japon (5%).

⁸ L'AELE (Association européenne de libre-échange) comprend l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

⁹ Les autres pays européens sont les pays européens autres que les pays membres de l'UE et les pays de l'AELE.

Dans les échanges extérieurs totaux de services de la zone euro, l'Amérique a représenté 32% (les États-Unis seuls totalisant 26%), tandis que les parts des pays de l'AELE, de l'Asie (à l'exclusion du Japon) et de l'Afrique s'élevaient respectivement à 11%, 9% et 5%, c'est-à-dire moins que pour l'UE.

En ce qui concerne les zones économiques partenaires¹⁰ de l'UE en matière de commerce des services, l'OCDE (à l'exclusion des pays membres de l'UE) et les pays de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) ont été, de loin, les principaux partenaires de l'Europe, en totalisant respectivement 67% et 40% du total des transactions extra-UE. Néanmoins, il convient d'examiner ces résultats en tenant compte du fait que les États-Unis appartiennent à ces deux zones partenaires, et qu'ils ont à eux seuls représenté 37% des échanges extérieurs totaux de services de l'UE. Le total des transactions extérieures de services de l'UE avec la majorité des zones partenaires a fluctué d'environ 9% par rapport à 1998. De plus, les partenaires ALENA, pays du Machrek et pays ACP ont affiché des croissances significatives de 13%, 15% et 25% respectivement.



¹⁰ OCDE: Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, ALENA : Accord de libre-échange nord-américain, OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole, pays ACP: pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé, ANASE: Association des nations de l'Asie du sud-est, CEI: Communauté des Etats indépendants, MERCOSUR : Countries of the south Cone common market (marché commun sud-américain).

Balance des transactions courantes de l'UE par partenaire en 1999 (en millions d'euros)

	Extra-UE-15	Association européenne de libre-échange	Autres pays européens	Afrique	Etats-Unis	Amérique (1)	Japon	Asie (2)	Australie, Océanie et autres territoires	Autres
Transactions courantes	-4.650	-3.127	12.368	-1.106	22.548	27.917	-25.604	-36.431	10.017	-11.232
Biens	19.437	2.806	21.536	3.108	36.099	17.601	-33.504	-35.824	6.960	655
Services	6.916	5.269	-3.611	-58	-4.757	-95	6.949	2.379	917	-77
Transports	2.258	1.420	-2.453	-1.261	3.141	374	1.237	-595	288	108
Voyages	-4.263	4.608	-3.368	-2.598	-470	-2.440	3.321	-1.720	-258	-1.338
Autres services	8.911	-754	2.213	3.799	-7.431	1.977	2.395	4.691	888	1.134
Services de communication	-1.043	-84	-441	-177	192	-282	-4	-215	-38	7
Services de construction	3.522	-198	416	1.256	550	596	-47	933	-15	31
Services d'assurance	4.981	323	256	211	2.636	278	322	803	145	8
Services financiers	8.016	368	781	523	2.938	857	914	1.320	297	19
Services d'informatique et d'information	2.473	1.275	216	186	-595	364	136	336	95	460
Redevances et droits de licence	-8.421	-432	269	225	-9.829	234	178	692	174	66
Autres services aux entreprises	2.150	-1.636	1.156	1.862	-1.434	326	860	978	240	-202
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-3.580	-311	-199	-53	-2.918	-142	82	-28	-4	-6
Services fournis/reçus par les adm. pub., n.c.a.	817	-59	-241	-232	1.031	-253	-48	-124	-3	746
Services non alloués	10	-4	-3	2	3	-5	-3	2	-1	19
Revenus	-9.928	-12.626	608	2.297	-7.955	11.880	1.029	-228	2.120	-7.053
Transferts courants	-21.072	1.421	-6.166	-6.453	-836	-1.474	-76	-2.760	20	-4.748

(1) Excepté les Etats-Unis

(2) Excepté le Japon

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Le cadre méthodologique utilisé est celui de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI).

La balance des paiements de l'UE est établie par Eurostat, conformément à une méthodologie définie avec la Banque centrale européenne (BCE) et basée sur les transactions extra-UE, c'est-à-dire en agrégeant les transactions transfrontalières entre les résidents de l'UE et les résidents des pays tiers, conformément aux déclarations des quinze États membres participants. La balance des paiements des institutions de l'Union européenne est ajoutée à l'agrégat de l'UE. La BCE établit l'agrégat de la zone euro en suivant la même méthodologie convenue, en excluant les transactions transfrontalières au sein de la zone euro. Les institutions de l'UE sont considérées comme non-résidents de la zone euro.

Les données publiées pour la zone euro, qui incluent uniquement la ventilation des services, ont été validées par la BCE. En réalité, seul Eurostat dispose de la ventilation détaillée annuelle du poste "services" pour la zone euro transmise par chaque État membre. Ces données ne correspondent pas parfaitement aux chiffres diffusés par la BCE, en raison de dates de réception des données des États membres différentes (des révisions de chiffres peuvent avoir lieu dans l'intervalle séparant ces deux dates) et du traitement différent de certains flux (mineurs) non alloués.

Ventilation géographique des importations de biens

Cette année, la plupart des États membres de l'UE ont fourni les données relatives aux importations de biens, ventilées géographiquement suivant le "principe de la provenance", se conformant ainsi aux normes internationales. Cette méthodologie consiste à déclarer les importations de biens intra-UE suivant leur pays de provenance (concept communautaire) plutôt que leur pays d'origine (concept national). Pour le calcul de l'agrégat de l'UE, les données des différents pays ont été harmonisées afin de créer une rupture méthodologique unique dans la série chronologique, en 1998.

Différence méthodologique entre Eurostat et la BCE dans la compilation des flux des revenus d'investissements

Les données du compte courant de l'UE-15 ne sont pas entièrement comparables aux chiffres de la zone euro diffusés par la BCE. En effet, une nouvelle méthodologie a été mise en place par la BCE pour l'allocation géographique des revenus d'investissements de portefeuilles, qui a des conséquences sur le compte des revenus d'investissement, des revenus et sur le compte des transactions courantes. En fait, il a été décidé que les recettes liées aux investissements en portefeuilles seraient attribuées géographiquement selon la résidence de l'émetteur du titre plutôt que celle de la contrepartie immédiate. Sur la base des recettes intra-UE, les versements de revenus d'investissement en portefeuille devraient être alloués de façon similaire entre intra et extra-UE selon la résidence du détenteur du titre. En raison d'une insuffisance de données, ce changement méthodologique n'a pu être mis en œuvre pour la compilation de l'agrégat de l'UE-15.

Tant les institutions que les États membres de l'Union européenne tentent actuellement d'élaborer une méthode qui permettra de réduire ces divergences à l'avenir.

Pour en savoir plus:

➤ Les bases de données

New Cronos,
Domaine Thème2/bop/its

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA - Roma
Eurostat Data Shop Bruxelles/Brussel Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: datashop@planistat.be	DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: bib@dst.dk	STATISTISCHES BUNDESAMT Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888-644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-mail: datashop@statistik-bund.de	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Oficina 009 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: datashop.eurostat@ine.es	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tel. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr	ISTAT Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: dipdiff@istat.it
ITALIA - Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it	Eurostat Data Shop Luxembourg BP 453 L-2014 LUXEMBOURG 4, rue A. Weicker L-2721 LUXEMBOURG Tel. (352) 43 35-2251 Fax (352) 43 35-22221 E-mail: dslux@eurostat.datashop.lu	STATISTICS NETHERLANDS Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 NL-2270 JM VOORBURG Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: datashop@cbs.nl	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks. 81 31, Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 22 86 46 43 Fax (47) 22 86 45 04 E-mail: datashop@ssb.no	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistisches Amt des Kantons Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41-1) 225 12 12 Fax (41-1) 225 12 99 E-mail: datashop@zh.ch Internet: http://www.zh.ch/statistik
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA	
STATISTICS FINLAND Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 25 FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2 Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: datashop.tilastokeskus@tilastokeskus.fi Internet: http://www.tilastokeskus.fi/tilk/ kk/datashop.html	STATISTICS SWEDEN Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn. (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: info.service@scb.se Internet: http://www.scb.se/info/ datashop/e/udatashop.asp	Eurostat Data Shop Enquiries & advice and publications Office for National Statistics Customers & Electronic Services Unit 1 Drummond Gate - B1/05 LONDON SW1V 2QQ Tel. (44-20) 75 33 56 76 Fax (44-1633) 81 27 62 E-mail: eurostat.datashop@ons.gov.uk	Eurostat Data Shop Electronic Data Extractions, Enquiries & advice - R.CADE Unit 1L Mounjoyn Research Centre University of Durham DURHAM DH1 3SW Tel: (44-191) 374 73 50 Fax: (44-191) 384 49 71 E-mail: r-CADE@dur.ac.uk URL: http://www.r-CADE.dur.ac.uk	HAVER ANALYTICS Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com	

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A3/48 - L-2920 Luxembourg - Tél. (352) 4301 33408 - Fax (352) 4301 32649 - e-mail: eurostat-media-support@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Nikos Chryssanthou, Eurostat/B5, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 33826, Fax (352) 4301 33859, E-mail: nikos.chryssanthou@cec.eu.int

ORIGINAL: Anglais. Ce numéro de « Statistiques en bref » a été réalisé par Alessandro Lupi.

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier - L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/general/s-ad.htm>
courriel électronique: info.info@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - GREECE/ELLADA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - LUXEMBOURG - NEDERLAND - ÖSTERREICH
PORTUGAL - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - ISLAND - NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - BALGARJA - CESHÁ REPUBLIKA - CYPRUS
EESTI - HRVATSKA - MAGYARORSZÁG - MALTA - POLSKA - ROMÂNIA - RUSSIA - SLOVAKIA - SLOVENIA - TÜRKIYE - AUSTRALIA - CANADA - EGYPT - INDIA
ISRAËL - JAPAN - MALAYSIA - PHILIPPINES - SOUTH KOREA - THAILAND - UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2001 au 31.12.2001):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

Formule 1: L'ensemble des 9 thèmes (environ 140 numéros)

Papier: 360 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Formule 2: Un ou plusieurs des 7 thèmes suivants:

Thème 1 « Statistiques générales»

Papier : 42 EUR

Thème 2 « Économie et finances»

Thème 3 « Population et conditions sociales»

Thème 4 « Industrie, commerce et services»

Thème 5 « Agriculture et pêche»

Thème 6 « Commerce extérieur»

Thème 8 « Environnement et énergie»

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du « mini-guide Eurostat » (sélection de produits et services Eurostat)

Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à « Références statistiques », la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}

(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire

Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.